

No. 55822*

**Germany
and
Guinea**

Agreement between the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Republic of Guinea concerning cooperation in the sphere of legal and illegal migration. Conakry, 5 January 2018

Entry into force: *7 February 2019, in accordance with article 13*

Authentic texts: *French and German*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Germany, 20 June 2019*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Allemagne
et
Guinée**

Accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République de Guinée relatif à la coopération en matière de migration légale et illégale. Conakry, 5 janvier 2018

Entrée en vigueur : *7 février 2019, conformément à l'article 13*

Textes authentiques : *français et allemand*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *Allemagne, 20 juin 2019*

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

Accord

entre

le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

et

le Gouvernement de la République de Guinée

relatif à

la coopération en matière de migration légale et illégale

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne
et
le Gouvernement de la République de Guinée,
ci-après désignés « les Parties contractantes ».

Expriment leur désir commun de renforcer leur coopération dans le domaine de la migration légale et illégale concernant leurs ressortissants dans le cadre du droit international et du droit national en vigueur,

Soucieux de faciliter le retour volontaire de leurs ressortissants ayant l'obligation de quitter le territoire de l'une ou de l'autre Partie contractante et de se soutenir mutuellement dans l'établissement de la nationalité et la reconduite de leurs ressortissants respectifs.

Conscients du défi commun que représente une meilleure maîtrise des flux migratoires, qui ne peut être relevé que par une approche globale commune, axée sur les principes de solidarité, de partenariat et de responsabilité partagée dans le respect des droits de l'Homme et de la souveraineté nationale.

Conscients du bénéfice d'une migration maîtrisée pour les deux Parties contractantes et les personnes concernées elles-mêmes ainsi que pour les relations culturelles, sociales et économiques entre les deux États.

Conscients de l'importance de la contribution des ressortissants guinéens vivant en République fédérale d'Allemagne et des ressortissants allemands vivant en République de Guinée aux relations entre les deux États.

Conscients des effets positifs d'une coopération plus étroite en matière de migration, y compris sur les échanges dans les secteurs de l'économie et de la formation universitaire et professionnelle.

Tenant compte de la Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951, complétée par le Protocole du 31 janvier 1967, de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961, de la Convention de Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963, de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984 et de la Convention contre la criminalité transnationale organisée du 15 novembre 2000, complétée par le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants du 15 novembre 2000, et par le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer du 15 novembre 2000, auxquels la République fédérale d'Allemagne et la République de Guinée sont Parties,

sont convenus de ce qui suit :

Article I

Bases de la coopération

(1) La coopération en vertu du présent Accord s'exerce dans le cadre de la législation nationale respective des Parties contractantes et du droit international

(2) Dans la coopération visée par le présent Accord, les deux Parties contractantes s'efforcent notamment à

1. garantir la dignité et les droits de l'Homme des personnes concernées sans aucune discrimination;
2. respecter les droits et libertés garantis par le Pacte international du 16 décembre 1966 relatif aux droits civils et politiques, et

3. ne soumettre personne à la torture ni à d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants.

(3) Les deux Parties contractantes conviennent de mettre en place des procédures visant à pérenniser la coopération en matière de retour volontaire et de réconciliation, y compris des réunions de coordination régulières et une entente sur des règles claires et précises.

Article 2

Preuve ou présomption de la nationalité

(1) Les deux Parties contractantes conviennent que la preuve de la nationalité sera établie sauf preuve contraire au moyen

1. de certificats de nationalité attribués sans le moindre doute possible à une personne ;
2. de tout type de passeports (ordinaire, diplomatique, de service) ;
3. de cartes personnelles d'identité ;
4. de documents officiels qui font apparaître la nationalité, tels que le livret militaire et la carte d'identité militaire ;
5. de livrets professionnels maritimes et de permis d'exercer des fonctions ;
6. de renseignements non équivoques donnés par les autorités.

(2) Les deux Parties contractantes s'accordent sur le fait que la présomption de la nationalité est établie au moyen de photocopies de tout document attestant la preuve de la nationalité ainsi que par

1. des permis de conduire ;
2. des extraits d'actes de naissance ;
3. des témoignages écrits irréfutables ;
4. des renseignements donnés par l'intéressé(e) ;
5. l'examen de la langue de l'intéressé(e) découlant par exemple de l'analyse linguistique ou textuelle, ainsi que
6. tout autre document officiel indiquant la nationalité de l'intéressé(e).

(3) La preuve ou la présomption de la nationalité peut être établie par les documents susmentionnés même à l'expiration de leur validité.

(4) Les deux Parties contractantes reconnaissent également l'établissement de la nationalité par l'autre Partie contractante si celle-ci a été confirmée après audition de la personne intéressée par des membres de la représentation diplomatique ou consulaire compétente ou par une délégation d'experts chargée de l'identification.

Article 3

Procédure d'identification

Les deux Parties contractantes conviennent de la procédure suivante :

1. L'identification des personnes ayant l'obligation de quitter le territoire et possédant vraisemblablement la nationalité de l'une ou de l'autre Partie contractante ainsi que la délivrance de laissez-passer doivent suivre une procédure avec l'Ambassade de la Partie contractante requise. Au cours de cette procédure,

Les données biométriques collectées par chacune des Parties contractantes doivent être consultées pour être comparées si possible.

2. Si au cours de cette procédure la preuve ou la présomption de la nationalité n'a pu être établie, l'audition de ces personnes doit être confiée à des experts spécialistes provenant de la Partie contractante requise.
3. La durée de la procédure d'identification est fixée entre les Parties contractantes et ne pourra excéder 30 jours à partir du dépôt de la demande.
4. Dans des cas particuliers d'urgence à l'ordre public, une procédure accélérée aux fins d'identification peut être engagée en étroite collaboration entre les Parties contractantes.

Article 4

Reconduite de personnes détentrices d'un passeport en cours de validité ou d'un document provisoire tenant lieu de passeport

(1) Dans le cas où la personne à reconduire dispose d'un passeport en cours de validité ou d'un document provisoire tenant lieu de passeport de son pays d'origine, les deux Parties contractantes acceptent la reconduite de cette personne au moyen de ce document et les autorités compétentes des deux Parties contractantes doivent être informées en conséquence. À cet effet, les deux Parties contractantes s'engagent à échanger une liste des passeports nationaux et des documents provisoires tenant lieu de passeport, accompagnée de spécimens.

(2) Une fois la nationalité confirmée, la représentation diplomatique ou consulaire de la Partie contractante auprès de laquelle la réadmission a été requise doit délivrer un laissez-passer dans un délai de 30 jours avec une durée de validité de trois mois et ce, sans que la mention d'une date de voir de retour ne soit nécessaire.

Article 5

Reconduite par voie aérienne

(1) Les reconduites sont effectuées par voie aérienne, par des vols réguliers ou par des vols sécurisés. Si la sécurité aérienne l'exige, les personnes à reconduire sont accompagnées par du personnel de sécurité spécialisé. Les vols sécurisés sont effectués selon les procédures reconnues par les deux Parties contractantes. Les deux Parties contractantes transmettent sur demande les coordonnées du vol et l'identité de la personne à reconduire.

(2) Dans les cas de vols sécurisés, la Partie contractante requérante informe, par voie diplomatique, la Partie contractante requise de la date de retour au moins trois jours ouvrables avant la reconduite effective.

Article 6

Réadmission des personnes reconduites

(1) La Partie contractante requérante réadmettra une personne reconduite s'il résulte des preuves ultérieures que la personne n'est pas un ressortissant de la Partie contractante requise.

(2) Une demande de réadmission doit être déposée au plus tard 14 jours après la reconduite. La réadmission de la personne concernée sur le territoire de la Partie contractante requérante ou d'un autre État doit être réalisée dans les 16 jours qui suivent la réception de la demande.

Article 7

Autorités compétentes

(1) Pour la coopération prévue par le présent Accord et pour toute autre affaire relative à celle-ci, le Gouvernement de la République de Guinée désigne comme structure de contact le Ministère des Affaires Étrangères et des Guinéens de l'Étranger et le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne désigne comme structure de contact le Ministère fédéral de l'Intérieur, représenté par l'Office central de la Police fédérale.

(2) Les deux Parties contractantes peuvent à tout moment désigner une autre structure vis-à-vis de l'autre Partie contractante.

Article 8

Échange de documents

Les deux Parties contractantes s'engagent à échanger les documents suivants :

1. une liste du personnel diplomatique et consulaire résidant sur le territoire de la Partie contractante requérante pour détenir des documents de voyage ;
2. une liste des aéroports utilisés pour l'exécution des mesures de recouloite ;
3. toutes les informations susceptibles de faciliter la communication ou la mise en œuvre du présent Accord

Article 9

Données à caractère personnel

(1) Dans la mesure où des données personnelles sont transmises en vertu du droit national dans le cadre du présent Accord, les dispositions suivantes sont applicables en complément, en respectant les dispositions nationales respectives en vigueur pour chacune des Parties contractantes.

(2) Les deux Parties contractantes se transmettent mutuellement les données suivantes, dans la mesure où ceci est nécessaire à la mise en œuvre du présent Accord :

1. données relatives à l'identité de la personne à reconduire et, le cas échéant, à celle des membres de sa famille (noms, prénoms, éventuellement noms antérieurs, surnom ou pseudonymes, date et lieu de naissance, sexe, nationalité actuelle et antérieure) ;
2. passeport ou carte nationale d'identité, autres pièces d'identité, documents de voyage ou laissez-passer (numéro, durée de validité, date de délivrance, autorité de délivrance, lieu de délivrance et toute autre information utile) ;
3. autres renseignements nécessaires à l'identification de la personne à reconduire, telles que par exemple les empreintes digitales ;
4. éléments de preuve permettant d'établir ou de préserver la nationalité ;
5. autres renseignements nécessaires à l'examen de la demande de réadmission fondée sur le présent Accord, fournis sur demande d'une des Parties contractantes ;
6. lieu de séjour et itinéraires de voyage ;
7. permis de séjour ou visas délivrés par les autorités d'une des Parties contractantes, ainsi que :

K Informations générales concernant les motifs de la confidentialité

(3) Les données à caractère personnel sont transmises exclusivement aux autorités compétentes pour la coopération au sens du présent Accord. Les données transmises sont utilisées par la Partie contractante destinataire uniquement aux fins de la coopération au sens du présent Accord et sous réserve des conditions posées par la Partie contractante émettrice. L'utilisation est par ailleurs admissible pour prévenir et poursuivre des faits punissables graves ainsi que pour écarter des menaces graves à la sécurité publique et à condition que l'activité de la Partie contractante émettrice ait consenti par écrit à cette utilisation. Sans consentement préalable de l'autorité compétente de la Partie contractante émettrice, une utilisation à d'autres fins est uniquement admissible si elle est nécessaire à la lutte contre une menace imminente portant atteinte, dans le cas particulier, à la vie, à l'intégrité physique, à la liberté individuelle de la personne ou à des biens considérables et qu'il s'agit d'un cas de péril en la demeure. Dans ce cas, l'autorité compétente de la Partie contractante émettrice doit sans délai être requise pour donner son autorisation écrite ultérieure à la modification des fins d'utilisation. Si cette autorisation est refusée, l'utilisation ultérieure des données aux autres fins est inadmissible ; tout dommage causé par l'utilisation des données à d'autres fins est à réparer.

(4) Les deux Parties contractantes procèdent à la collecte, au traitement et à la protection des données transmises dans le respect de leur droit national et conformément aux principes suivants :

1. Sur demande, la Partie contractante destinataire informe la Partie contractante émettrice de l'utilisation des données transmises et des résultats ainsi obtenus.
2. La Partie contractante émettrice s'assure que les données sont exactes et qu'elles ne concernent pas plus que ce qui est nécessaire pour les fins auxquelles elles sont transmises. La Partie contractante émettrice doit informer sans délai la Partie contractante destinataire si les données sont incorrectes ou ont été transmises

illicitement, dans ce cas, la Partie contractante destinataire corrige ou efface les données.

3. L'autorité destinataire d'une Partie contractante doit informer la personne concernée de la collecte de données auprès de l'autorité émettrice de l'autre Partie contractante. Cette information peut ne pas avoir lieu si une appréciation des faits laisse conclure que l'intérêt public à retenir cette information prévaut sur l'intérêt de la personne concernée à être informée.
4. Sur demande, une personne concernée a droit à être informée sur les données transmises à son égard ainsi que sur l'objet poursuivi avec cette transmission. Cette information peut ne pas avoir lieu si une appréciation des faits laisse conclure que l'intérêt public à retenir cette information prévaut sur l'intérêt de la personne concernée à être informée. Par ailleurs, le droit de la personne concernée à être informée sur les données la concernant s'exerce dans le respect du droit national de la Partie contractante sur le territoire national de laquelle elle demande cette information.
5. L'autorité destinataire est responsable, conformément à son droit national, de tout dommage causé illicitement à une personne du fait de la transmission de données en vertu du présent Accord. Elle ne peut invoquer le fait que le dommage ait été causé par la Partie contractante émettrice pour se décharger de la responsabilité qui lui incombe.
6. Les deux Parties contractantes effacent les données à caractère personnel transmises dès lors qu'elles ne sont plus nécessaires pour les fins auxquelles elles ont été transmises.
7. L'autorité de la Partie contractante émettrice et l'autorité de la Partie contractante destinataire sont obligées de protéger efficacement les données à caractère personnel contre tout accès, altération et divulgation non autorisés.

Article 10

Commission d'experts

Les deux Parties contractantes s'engagent à faire évaluer l'état de leur coopération dans le cadre du présent Accord par des experts qui doivent se réunir chaque fois que de besoin, de préférence une fois par an et alternativement à Urmahiy et à Berlin.

Article 11

Coopération dans le domaine de la migration légale

(1) Les Parties contractantes intensifient leur coopération en matière de migration légale et notamment sur les possibilités de migration légale existantes. Les deux Parties contractantes s'informent mutuellement sur leur réglementation en matière d'accès au marché du travail.

(2) Les demandeurs de bonne foi ressortissants d'une Partie contractante bénéficient d'une attention particulière de l'autre Partie contractante, conformément au droit national respectif, dans le cadre de l'octroi de visas d'entrées multiples, lorsque les demandeurs participent aux relations publiques, politiques, économiques, sociales, scientifiques, universitaires, culturelles, touristiques ou sportives entre les deux États.

(3) Les mêmes facilités sont accordées aux ressortissants des Parties contractantes démunis de bénéficier de soins médicaux spécifiques sur le territoire de l'autre Partie contractante.

(4) Conformément à son droit national applicable, chacune des Parties contractantes octroie aux ressortissants de l'autre Partie contractante respectivement la possibilité d'un regroupement familial.

(5) Chaque Partie contractante permet, après analyse de son marché du travail et conformément à sa législation nationale en la matière, l'emploi de ressortissants de l'autre Partie contractante se trouvant en situation régulière sur son territoire national.

(6) Les deux Parties contractantes s'engagent à poursuivre, à développer et à encourager, conjointement avec des organisations comme par exemple l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), des projets et programmes avec des mesures d'accompagnement créant une incitation au retour volontaire des ressortissants tenus de quitter le territoire de l'une ou de l'autre Partie contractante.

Article 12

Règlement de différends dans l'interprétation du présent Accord

Tout différend né de l'application ou de l'interprétation du présent Accord sera réglé à l'amiable, par voie diplomatique ou par consultation mutuelle entre les autorités compétentes des Parties contractantes sur la base des versions française et allemande.

Article 13

Entrée en vigueur et durée de validité

(1) Le présent Accord entre en vigueur à la date à laquelle les deux Parties contractantes se sont mutuellement informées que les conditions internes nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord sont remplies. La date prise en considération est celle de la réception de la dernière communication.

(2) Le présent Accord est conclu pour une période de cinq ans à compter de son entrée en vigueur et sera renouvelé tacitement pour les mêmes périodes à moins que l'une des Parties contractantes ne signifie à l'autre, par voie diplomatique, son intention de le résilier au moins six mois avant la date d'expiration.

Fait à Cotonou, le 5^{juin} 2017 en double exemplaire en langues française et allemande, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la
République fédérale d'Allemagne



Pour le Gouvernement de la
République de Guinée



[GERMAN TEXT – TEXTE ALLEMAND]

Abkommen
zwischen
der Regierung der Bundesrepublik Deutschland
und
der Regierung der Republik Guinea
über
die Zusammenarbeit im Bereich legaler und illegaler Migration

Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland
und
die Regierung der Republik Guinea,
im Folgenden als „Vertragsparteien“ bezeichnet

von dem gemeinsamen Wunsch geleitet, im Rahmen des geltenden Völkerrechts und des innerstaatlichen Rechts ihre Zusammenarbeit auf dem Gebiet der legalen und illegalen Migration hinsichtlich ihrer Staatsangehörigen zu verstärken,

in dem Bestreben, die freiwillige Rückkehr ihrer ausreisepflichtigen Staatsangehörigen zu erleichtern und sich gegenseitig bei der Feststellung der Staatsangehörigkeit und der Rückführung ihrer jeweiligen Staatsangehörigen zu unterstützen,

in dem Bewusstsein der gemeinsamen Herausforderung, die eine bessere Steuerung der Migrationsströme darstellt und der nur durch einen gemeinsamen umfassenden Ansatz begegnet werden kann, welcher sich an den Grundsätzen der Solidarität, Partnerschaft und gemeinsamen Verantwortung unter Beachtung der Menschenrechte und der nationalen Souveränität orientiert,

in dem Bewusstsein des Nutzens gesteuerter Migration für beide Vertragsparteien und für die betroffenen Personen selbst sowie für die kulturellen, sozialen und wirtschaftlichen Beziehungen zwischen beiden Staaten,

in dem Bewusstsein der Bedeutung des Beitrags der in der Bundesrepublik Deutschland lebenden guineischen Staatsangehörigen und der in der Republik Guinea lebenden deutschen Staatsangehörigen zu den Beziehungen zwischen beiden Staaten,

in dem Bewusstsein der positiven Auswirkungen einer engeren Zusammenarbeit im Migrationsbereich, auch auf den Austausch in den Bereichen der Wirtschaft und der akademischen und der Berufsausbildung,

unter Beachtung des Abkommens der Vereinten Nationen vom 28. Juli 1951 über die Rechtsstellung der Flüchtlinge, ergänzt durch das Protokoll vom 31. Januar 1967, des Wiener Übereinkommens vom 18. April 1961 über diplomatische Beziehungen, des Wiener Übereinkommens vom 24. April 1963 über konsularische Beziehungen, des Übereinkommens vom 10. Dezember 1984 gegen Folter und andere grausame und unmenschliche oder erniedrigende Behandlung oder Strafe und des Übereinkommens vom 15. November 2000 gegen die grenzüberschreitende organisierte Kriminalität, ergänzt durch das Protokoll vom 15. November 2000 zur Verhütung, Bekämpfung und Bestrafung des Menschenhandels, insbesondere des Frauen- und Kinderhandels, und das Protokoll vom 15. November 2000 gegen die Schleusung von Migranten auf dem Land-, See- und Luftweg, deren Vertragsparteien die Bundesrepublik Deutschland und die Republik Guinea sind,

– sind wie folgt übereingekommen:

Artikel I

Grundlagen der Zusammenarbeit

(1) Die Zusammenarbeit nach diesem Abkommen erfolgt im Rahmen des jeweiligen nationalen Rechts der Vertragsparteien und des Völkerrechts.

(2) Beide Vertragsparteien werden bei der Zusammenarbeit nach diesem Abkommen insbesondere

1. die Würde und die Menschenrechte riefgeführten Personen ohne jede Diskriminierung gewährleisten,
2. die im Internationalen Pakt vom 16. Dezember 1966 über bürgerliche und politische Rechte garantierten Rechte und Freiheiten achten und

3. niemanden der Folter oder einer anderen grausamen, unmenschlichen oder erniedrigenden Behandlung unterziehen.

(3) Beide Vertragsparteien kommen überein, Verfahren zur Verstärkung der Zusammenarbeit im Bereich der freiwilligen Rückkehr und der Rückführung einzuführen, einschließlich regelmäßiger Koordinierungssitzungen und einer Verständigung über klare und genaue Regeln.

Artikel 2

Nachweis oder Glaubhaftmachung der Staatsangehörigkeit

(1) Beide Vertragsparteien kommen überein, dass der Nachweis der Staatsangehörigkeit außer bei Vorliegen gegenteiliger Beweise erfolgt durch:

1. die Staatsangehörigkeitsurkunde, die einer Person zweifelsfrei zugeordnet wird,
2. Pässe aller Art (Reisepass, Diplomatenpass, Dienstpass),
3. den Personalausweis,
4. amtliche Dokumente, aus denen die Staatsangehörigkeit hervorgeht, wie Wehrpass und Militärausweis,
5. Seefahrtsbücher und Schiffsführerausweise oder
6. Behördenauskünfte mit eindeutigen Angaben.

(2) Beide Vertragsparteien verständigen sich darauf, dass die Glaubhaftmachung der Staatsangehörigkeit durch Fotokopien aller den Nachweis der Staatsangehörigkeit erbringenden Dokumente erfolgt sowie durch:

1. Führerscheine,
2. Geburtsurkunden,
3. unabweisbare schriftliche Zeugenaussagen,
4. Angaben des oder der Betroffenen.
5. Überprüfung der Sprache des oder der Betroffenen, beispielsweise über eine Sprach- oder Textanalyse sowie
6. jedes andere amtliche Dokument, aus dem sich die Staatsangehörigkeit des oder der Betroffenen ergibt.

(3) Der Nachweis oder die Glaubhaftmachung der Staatsangehörigkeit kann durch die vorstehend aufgeführten Dokumente auch nach Ablauf von deren Gültigkeit erfolgen.

(4) Beide Vertragsparteien erkennen die Feststellung der Staatsangehörigkeit durch die jeweils andere Vertragspartei ebenso an, wenn diese nach einer Anhörung des Betroffenen durch Angehörige der zuständigen Auslandsvertretung oder eine für die Identifizierung zuständige Expertendelegation bestätigt wurde.

Artikel 3

Identifizierungsverfahren

Beide Vertragsparteien einigen sich auf das folgende Verfahren:

1. Die Identifizierung von ausreisepflichtigen Personen, die vermutlich die Staatsangehörigkeit der einen oder der anderen Vertragspartei besitzen, sowie die Ausstellung von Heimreisedokumenten haben im Botschaftsverfahren der

ersuchten Vertragspartei zu erfolgen. Bei diesem Verfahren sind die von jeder Vertragspartei gesammelten biometrischen Daten soweit möglich zum Abgleich heranzuziehen.

2. Konnte bei diesem Verfahren die Staatsangehörigkeit nicht nachgewiesen oder glaubhaft gemacht werden, hat die Anhörung solcher Personen durch Experten der ersuchten Vertragspartei zu erfolgen.
3. Die Dauer des Identifizierungsverfahrens wird zwischen den Vertragsparteien festgelegt und darf 30 Tage ab Antragstellung nicht überschreiten.
4. In besonderen Fällen der Verletzung der öffentlichen Ordnung kann in enger Zusammenarbeit zwischen den Vertragsparteien ein Schnellverfahren zur Identifizierung eingeleitet werden.

Artikel 4

Rückführung von Personen mit gültigem Pass oder Passersatzpapier

(1) In Fällen, in denen die rückzuführende Person über einen gültigen Pass oder ein Passersatzpapier ihres Herkunftslandes verfügt, akzeptieren beide Vertragsparteien die Rückführung dieser Person mittels dieses Dokuments, und die zuständigen Behörden beider Vertragsparteien sind entsprechend zu informieren. Zu diesem Zweck verpflichten sich beide Vertragsparteien, eine Liste der nationalen Pässe und der Passersatzpapiere mit Nummern auszutauschen.

(2) Nach Bestätigung der Staatsangehörigkeit hat die Auslandsvertretung der um Rückübernahme ersuchten Vertragspartei innerhalb von 30 Tagen ein Heimreisedokument mit einer Gültigkeit von mindestens drei Monaten auszustellen, ohne dass der Vermerk des Rückflugdatums erforderlich ist.

Artikel 5
Rückführung auf dem Luftweg

(1) Rückführungen werden auf dem Luftweg per Linienflug oder als gesicherter Flug durchgeführt. In Fällen, in denen es die Sicherheit des Luftverkehrs erfordert, werden die rückzuführenden Personen von spezialisiertem Sicherheitspersonal begleitet. Gesicherte Flüge werden gemäß den von beiden Vertragsparteien anerkannten Verfahren durchgeführt. Beide Vertragsparteien übermitteln auf Ersuchen Flugdaten und Personalien der rückzuführenden Person.

(2) In Fällen gesicherter Flüge unterrichtet die ersuchende Vertragspartei die ersuchte Vertragspartei auf diplomatischem Wege mindestens drei Werktage vor der tatsächlichen Rückführung über das Rückkehrdatum.

Artikel 6
Rückübernahme rückgeführter Personen

(1) Die ersuchende Vertragspartei nimmt eine rückgeführte Person zurück, wenn aus nachträglichen Beweisen hervorgeht, dass es sich bei ihr nicht um einen Staatsangehörigen der ersuchten Vertragspartei handelt.

(2) Ein Ersuchen um Rückübernahme ist spätestens 14 Tage nach Rückführung zu stellen. Die Rückübernahme der betreffenden Person in das Hoheitsgebiet der ersuchenden Vertragspartei oder eines anderen Staates hat innerhalb von sechzehn 16 Tagen nach Eingang des Ersuchens zu erfolgen.

Artikel 7

Zuständige Behörden

(1) Für die in diesem Abkommen vorgesehene Zusammenarbeit und für alle anderen damit zusammenhängenden Angelegenheiten benennt die Regierung der Republik Guinea als Kontaktstelle das Ministerium für Auswärtige Angelegenheiten und Auslandsguineer und das Ministerium für Sicherheit und Katastrophenschutz, und die Regierung der Bundesrepublik Deutschland benennt das Bundesministerium des Innern, vertreten durch das Bundespolizeipräsidium, als Kontaktstelle.

(2) Beide Vertragsparteien können jederzeit eine andere Stelle gegenüber der anderen Vertragspartei benennen.

Artikel 8

Austausch von Unterlagen

Beide Vertragsparteien verpflichten sich, folgende Unterlagen auszutauschen:

1. eine Liste der zur Ausstellung von Reisedokumenten auf dem Hoheitsgebiet der ersuchenden Vertragspartei lebenden diplomatischen und konsularischen Mitarbeiter,
2. eine Liste der Flughäfen, die für die Durchführung von Rückführungen genutzt werden,
3. alle Informationen, die die Kommunikation oder die Umsetzung dieses Abkommens erleichtern können.

Artikel 9

Personenbezogene Daten

(1) Soweit aufgrund dieses Abkommens nach Maßgabe des innerstaatlichen Rechts personenbezogene Daten übermittelt werden, gelten ergänzend die nachfolgenden Bestimmungen unter Beachtung der für jede Vertragspartei geltenden innerstaatlichen Rechtsvorschriften.

(2) Beide Vertragsparteien übermitteln einander die folgenden Daten, soweit dies für die Zwecke der Durchführung dieses Abkommens erforderlich ist:

1. Personalien der rückzuführenden Person und gegebenenfalls ihrer Familienangehörigen (Name, Vornamen, gegebenenfalls frühere Namen, Beinamen oder Pseudonyme, Geburtsdatum und -ort, Geschlecht, derzeitige und frühere Staatsangehörigkeit),
2. Reisepass oder Personalausweis, sonstige Identitätsausweise, Reisedokumente oder Passierscheine (Nummer, Gültigkeitsdauer, Ausstellungsdatum, ausstellende Behörde, Ausstellungsort und alle weiteren zweckdienlichen Informationen),
3. sonstige zur Identifizierung der rückzuführenden Person erforderliche Angaben, wie beispielsweise Fingerabdrücke,
4. Beweismittel, anhand derer sich die Staatsangehörigkeit feststellen oder glaubhaft machen lässt,
5. sonstige Angaben auf Ersuchen einer Vertragspartei, die zur Prüfung des Rückübernahmeersuchens nach diesem Abkommen erforderlich sind,
6. Aufenthaltsort und Reisewege.

7. von den Behörden einer Vertragspartei ausgestellte Aufenthaltserlaubnisse oder Visa sowie
8. allgemeine Informationen bezüglich der Gründe für die Rückführung.

(3) Personenbezogene Daten werden ausschließlich an die für die Zusammenarbeit im Sinne dieses Abkommens zuständigen Behörden übermittelt. Die Verwendung übermittelter Daten erfolgt durch die empfangende Vertragspartei lediglich für die Zwecke der Zusammenarbeit im Sinne dieses Abkommens und vorbehaltlich der von der übermittelnden Vertragspartei festgelegten Bedingungen. Die Verwendung ist darüber hinaus zulässig zur Verhütung und Verfolgung von Straftaten von erheblicher Bedeutung sowie zum Zwecke der Abwehr von erheblichen Gefahren für die öffentliche Sicherheit, wenn die Behörde der übermittelnden Vertragspartei dieser Verwendung schriftlich zugestimmt hat. Ohne vorherige Zustimmung der zuständigen Behörde der übermittelnden Vertragspartei ist eine Verwendung für andere Zwecke nur zulässig, wenn sie zur Abwehr einer im Einzelfall bestehenden dringenden Gefahr für das Leben, die körperliche Unversehrtheit oder die persönliche Freiheit einer Person oder für bedeutende Vermögenswerte erforderlich ist und Gefahr im Verzug besteht. In diesem Fall ist die zuständige Behörde der übermittelnden Vertragspartei unverzüglich um nachträgliche schriftliche Genehmigung der Zweckänderung zu ersuchen. Wird die Genehmigung verweigert, ist die weitere Verwendung der Informationen für den anderen Zweck unzulässig; ein durch die zweckändernde Verwendung der Information entstandener Schaden ist zu ersetzen.

(4) Beide Vertragsparteien nehmen die Erhebung, die Verarbeitung und den Schutz übermittelter Daten nach Maßgabe des innerstaatlichen Rechts und unter Beachtung folgender Grundsätze vor:

1. Auf Ersuchen informiert die empfangende Vertragspartei die übermittelnde Vertragspartei über die Verwendung der übermittelten Daten und die dadurch erzielten Ergebnisse.
2. Die übermittelnde Vertragspartei stellt sicher, dass die Daten richtig sind und nicht mehr beinhalten als für den Zweck, zu dem sie übermittelt werden, erforderlich ist. Die übermittelnde Vertragspartei hat die empfangende Vertragspartei unverzüglich zu unterrichten, wenn die Daten unrichtig sind oder rechtswidrig übermittelt wurden; in diesem Fall berichtigt oder löscht die empfangende Vertragspartei die Daten.
3. Die empfangende Behörde einer Vertragspartei hat den Betroffenen über die Datenerhebung bei der übermittelnden Behörde der anderen Vertragspartei zu informieren. Die Information kann unterbleiben, soweit eine Abwägung ergibt, dass das öffentliche Interesse an dem Unterbleiben das Informationsinteresse des Betroffenen überwiegt.
4. Dem Betroffenen ist auf Antrag über die zu seiner Person übermittelten Daten sowie über den vorgesehenen Verwendungszweck Auskunft zu erteilen. Die Auskunft kann unterbleiben, soweit eine Abwägung ergibt, dass das öffentliche Interesse an dem Unterbleiben das Informationsinteresse des Betroffenen überwiegt. Im Übrigen richtet sich das Recht des Betroffenen, über die zu seiner Person vorhandenen Daten Auskunft zu erhalten, nach dem innerstaatlichen Recht der Vertragspartei, in deren Hoheitsgebiet die Auskunft beantragt wird.
5. Wird jemand im Zusammenhang mit Datenübermittlungen nach diesem Abkommen rechtswidrig geschädigt, so haftet ihm hierfür die empfangende Behörde nach Maßgabe ihres innerstaatlichen Rechts. Sie kann sich im Verhältnis zum Geschädigten zu ihrer Entlastung nicht darauf berufen, dass der Schaden durch die übermittelnde Vertragspartei verursacht ist.

6. Beide Vertragsparteien löschen übermittelte personenbezogene Daten, sobald sie für den Zweck, zu dem sie übermittelt wurden, nicht mehr erforderlich sind.
7. Die Behörde der übermittelnden Vertragspartei und die Behörde der empfangenden Vertragspartei sind verpflichtet, die übermittelten personenbezogenen Daten wirksam gegen unbefugten Zugang, unbefugte Veränderung und unbefugte Bekanntgabe zu schützen.

Artikel 10 Expertenausschuss

Beide Vertragsparteien verpflichten sich, die Zusammenarbeit im Rahmen dieses Abkommens durch Experten evaluieren zu lassen, die sich bei Bedarf treffen, vorzugsweise einmal jährlich und abwechselnd in Conakry und in Berlin.

Artikel 11 Zusammenarbeit im Bereich der legalen Migration

(1) Die Vertragsparteien intensivieren ihre Zusammenarbeit im Bereich der legalen Migration und informieren insbesondere über die bestehenden Möglichkeiten der legalen Migration. Beide Vertragsparteien unterrichten sich gegenseitig über ihre Vorschriften in Bezug auf den Zugang zum Arbeitsmarkt.

(2) Vertrauenswürdige Antragsteller, die Staatsangehörige einer Vertragspartei sind, genießen bei der Ausstellung von Visa für mehrfache Einreisen nach dem jeweiligen innerstaatlichen Recht eine besondere Aufmerksamkeit der anderen Vertragspartei, wenn sie an öffentlichen, politischen, wirtschaftlichen, sozialen, wissenschaftlichen, akademischen, kulturellen, touristischen oder sportlichen Beziehungen zwischen den beiden Staaten mitwirken.

Artikel 13
Inkrafttreten und Geltungsdauer

(1) Dieses Abkommen tritt an dem Tag nach dem Tag in Kraft, an dem die Vertragsparteien einander mitgeteilt haben, dass die innerstaatlichen Voraussetzungen für das Inkrafttreten erfüllt sind. Maßgebend ist der Tag des Eingangs der letzten Mitteilung.

(2) Dieses Abkommen wird für die Dauer von fünf Jahren ab dem Zeitpunkt seines Inkrafttretens geschlossen und verlängert sich stillschweigend jeweils um dieselbe Dauer, sofern nicht eine der Vertragsparteien der anderen mindestens sechs Monate vor dessen Ablauf auf diplomatischen Wege ihre Kündigungsabsicht mitteilt.

Geschehen zu Conakry am *5. Januar 2018* in zwei Urschriften in deutscher und französischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Für die Regierung der
Bundesrepublik Deutschland



Für die Regierung der
Republik Guinea



(3) Die gleichen Möglichkeiten gelten für Staatsangehörige der Vertragsparteien, die in dem Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei eine spezielle medizinische Behandlung in Anspruch nehmen möchten.

(4) Jede Vertragspartei räumt nach ihrem innerstaatlich anwendbaren Recht den Staatsangehörigen der jeweils anderen Vertragspartei die Möglichkeit zur Familienzusammenführung ein.

(5) Jede Vertragspartei ermöglicht, nach einer Analyse ihres Arbeitsmarktes und im Einklang mit ihrem einschlägigen innerstaatlichen Recht, die Arbeitsaufnahme von Staatsangehörigen der anderen Vertragspartei, die sich legal in ihrem Hoheitsgebiet aufhalten.

(6) Beide Vertragsparteien verpflichten sich, zusammen mit Organisationen wie zum Beispiel der Internationalen Organisation für Migration (IOM) Projekte und Programme mit Begleitmaßnahmen, die einen Anreiz zur freiwilligen Rückkehr ausreisepflichtiger Staatsangehöriger schaffen, fortzuführen, weiterzuentwickeln und zu fördern.

Artikel 12

Beilegung von Streitigkeiten über die Auslegung dieses Abkommens

Jede Streitigkeit über die Anwendung oder Auslegung dieses Abkommens wird gütlich auf diplomatischem Wege oder durch gegenseitige Konsultation zwischen den zuständigen Behörden der Vertragsparteien auf der Grundlage der französischsprachigen und der deutschsprachigen Fassung geregelt.

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF GUINEA CONCERNING COOPERATION IN THE SPHERE OF LEGAL AND ILLEGAL MIGRATION

The Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Republic of Guinea, hereinafter referred to as “the Contracting Parties”,

Expressing their common desire to reinforce their cooperation in the sphere of legal and illegal migration in respect of their nationals, in accordance with the international and domestic law in force,

Wishing to facilitate the voluntary return of their nationals who are required to leave the territory of either Contracting Party, and wishing to provide each other with support in establishing the nationality of and deporting their respective nationals,

Aware that improving the management of migration flows poses a common challenge that cannot be overcome without a shared global approach focused on the principles of solidarity, partnership and shared responsibility in compliance with human rights and consistent with national sovereignty,

Aware of the benefits of managed migration for both Contracting Parties and the persons concerned, as well as for the cultural, social and economic relations between both States,

Aware of the significant contribution made to relations between both States by Guinean nationals living in the Federal Republic of Germany and German nationals living in the Republic of Guinea,

Aware of the positive effects of closer cooperation in the sphere of migration, including on exchanges in the economic sector and in the areas of university and vocational training,

Having regard to the United Nations Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951 supplemented by the Protocol relating to the Status of Refugees of 31 January 1967, the Vienna Convention on Diplomatic Relations of 18 April 1961, the Vienna Convention on Consular Relations of 24 April 1963, the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment of 10 December 1984, and the United Nations Convention against Transnational Organized Crime of 15 November 2000 supplemented by the Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children of 15 November 2000, and the Protocol against the Smuggling of Migrants by Land, Sea and Air of 15 November 2000, to which the Federal Republic of Germany and the Republic of Guinea are Parties,

Have agreed as follows:

Article 1. Basis of cooperation

(1) Cooperation under this Agreement shall be governed by the domestic laws of the respective Contracting Parties and by international law.

(2) As part of their cooperation under this Agreement, both Contracting Parties shall, in particular:

1. Guarantee the human dignity and human rights of those being deported, without any discrimination;
2. Respect the rights and freedoms guaranteed in the International Covenant on Civil and Political Rights of 16 December 1966;
3. Refrain from subjecting any person to torture or any other cruel, inhumane or degrading treatment.

(3) The Contracting Parties hereby agree to put in place procedures aimed at making their cooperation in the sphere of deportation and voluntary return permanent, including regular coordination meetings and an agreement on clear and precise rules.

Article 2. Proof or presumption of nationality

(1) The Contracting Parties hereby agree that, in the absence of contradicting evidence, the following shall constitute proof of nationality:

1. Nationality certificates issued, beyond any doubt, to the person concerned;
2. Passports of any type (ordinary, diplomatic or service passports);
3. National identity cards;
4. Official documents showing the nationality of the person concerned, such as military service records or military identity cards;
5. Seafarers' service books and boating licences;
6. Unequivocal information provided by the authorities.

(2) Both Contracting Parties hereby agree that photocopies of any document that constitutes proof of nationality shall be valid grounds for a presumption of nationality, as shall any of the following:

1. Driving licences;
2. Birth certificates;
3. Irrefutable written testimony;
4. Information provided by the person concerned;
5. Identification of the language of the person concerned on the basis of, for example, linguistic or text analysis;
6. Any other official document indicating the nationality of the person concerned.

(3) Even when expired, the above-mentioned documents may be used to prove a person's nationality or establish a presumption of nationality.

(4) In addition, either Contracting Party shall recognize a person's nationality as established by the other Contracting Party if it has been verified on the basis of an interview of that person by members of the competent diplomatic mission or consular post or by a delegation of experts tasked with the person's identification.

Article 3. Identification procedure

The Contracting Parties hereby agree on the following procedure:

1. Persons required to leave the national territory and who in all likelihood are nationals of either Contracting Party shall be identified and their laissez-passer issued in a procedure that involves the Embassy of the requested Contracting Party. As part of that procedure, the biometrical data collected by both Contracting Parties shall be consulted so that they can be compared, if possible.

2. Persons whose nationality cannot be proved or for whom a presumption of nationality cannot be established on the basis of the procedure shall be interviewed by specialized experts of the requested Contracting Party.

3. The duration of the procedure has been set by the Contracting Parties and shall not exceed 30 days after an application has been lodged.

4. In individual cases involving public order offences, an expedited identification procedure may be launched in close cooperation between the Contracting Parties.

Article 4. Deportation of bearers of a valid passport or a temporary document issued in lieu of a passport

(1) If a person who is to be deported has a valid passport of his or her country of origin or a temporary document issued in lieu of a passport by his or her country of origin, both Contracting Parties shall accept that person's deportation on the basis of that document and the competent authorities of both Contracting Parties shall be informed accordingly. The Contracting Parties shall exchange a list of the relevant national passports and temporary documents issued in lieu of a passport, together with model documents.

(2) Once a person's nationality has been confirmed, the diplomatic mission or consular post of the Contracting Party requested to readmit that person shall, within 30 days, issue a laissez-passer valid for three months; it shall not be necessary to provide a date for a return flight.

Article 5. Deportation by air

(1) Deportations shall be conducted by air on scheduled or secure flights. If air safety so requires, persons to be deported shall be accompanied by specialized security personnel. Secure flights shall be conducted in accordance with procedures recognized by both Contracting Parties. Upon request, the Contracting Parties shall transmit flight details and the identity of the person to be deported.

(2) In the case of secure flights, the requesting Contracting Party shall inform the requested Contracting Party through the diplomatic channel of the return date at least three working days before the deportation is to take place.

Article 6. Readmission of deported persons

(1) The requesting Contracting Party shall readmit the deported person if proof emerges after the fact that he or she is not a national of the requested Contracting Party.

(2) A request for readmission shall be lodged no later than 14 days after deportation. The person concerned shall be readmitted to the territory of the requesting Contracting Party or of another State no later than 16 days after the request has been received.

Article 7. Competent authorities

(1) For the purposes of the cooperation under this Agreement and any matter relating to it, the Government of the Republic of Guinea shall designate as contact points the Ministry of Foreign Affairs and the Guinean Diaspora, and the Ministry of Security and Civil Protection; the Government of the Federal Republic of Germany shall designate as contact point the Federal Ministry of the Interior as represented by the Federal Police Headquarters.

(2) At any time, either Contracting Party may designate another body as contact point for the other Contracting Party.

Article 8. Exchange of documents

The Contracting Parties shall exchange the following documents:

1. A list of diplomatic and consular staff residing in the territory of the requesting Contracting Party for the purpose of issuing travel documents;
2. A list of airports used for deportations;
3. Any information likely to facilitate communication or the implementation of this Agreement.

Article 9. Personal data

(1) Where personal data are transmitted in accordance with domestic law as part of this Agreement, the following additional provisions shall apply and the respective applicable domestic laws of each Contracting Party shall be observed.

(2) The Contracting Parties shall transmit to each other the following data, to the extent that doing so is necessary for the implementation of this Agreement:

1. Data identifying the person to be deported and, where applicable, the members of his or her family (surname, given names, former names where applicable, aliases or pseudonyms, date and place of birth, sex, and present and former nationality);
2. Passport or national identity card, other identity documents, travel documents or laissez-passer (number, expiration date, date of issue, issuing authority, place of issue and any other useful information);
3. Other information necessary to identify the person to be deported, such as fingerprints;
4. Evidence on the basis of which the nationality or a presumption of nationality has been established;
5. Other information needed to examine the readmission request submitted on the basis of this Agreement, to be provided at the request of the relevant Contracting Party;
6. Residence and travel itinerary;
7. Residence permit or visas issued by the authorities of the relevant Contracting Party;

8. General information concerning the reasons for the deportation.

(3) Personal data shall be transmitted exclusively to the competent authorities as part of the cooperation under this Agreement. The receiving Contracting Party shall use the data thus transmitted for no purposes other than cooperation under this Agreement and in doing so shall observe the conditions imposed by the transmitting Contracting Party. In addition, the data may be used to prevent and prosecute serious crimes and to counter serious threats to public security, provided that the competent authority of the transmitting Contracting Party has consented to such use in writing. Without the prior written consent of the competent authority of the transmitting Contracting Party, the data may not be used for other purposes, except in individual cases where doing so is necessary to counter an imminent threat to the life, physical integrity or individual freedom of persons, to counter an imminent threat to significant assets, or in the event of danger in delay. In that case, authorization from the competent authority of the transmitting Contracting Party shall be requested without delay once the data have been used for the other purposes. If authorization is refused, further use of the data for other purposes shall be prohibited; any harm caused by the use of the data for other purposes shall be compensated.

(4) In collecting, processing and protecting transmitted data, both Contracting Parties shall observe their domestic laws and the following principles:

1. Upon request, the receiving Contracting Party shall inform the transmitting Contracting Party of the use made of the transmitted data and the results obtained;

2. The transmitting Contracting Party shall ensure that the data are accurate and that they do not contain more information than necessary for the purposes for which they are transmitted. The transmitting Contracting Party shall inform the receiving Contracting Party without delay if the data are inaccurate or have been transmitted unlawfully; in such cases, the receiving Contracting Party shall correct or erase the data.

3. The receiving authority of the relevant Contracting Party shall disclose to the person concerned that data have been obtained from the transmitting authority of the other Contracting Party. Disclosure may be omitted if an appraisal of the facts warrants the conclusion that the public interest in withholding disclosure exceeds the person's interest in being informed.

4. Upon request, the person concerned shall have the right to be informed regarding data transmitted in respect of him or her and regarding the purpose pursued with their transmission. Disclosure may be omitted if an appraisal of the facts warrants the conclusion that the public interest in withholding disclosure exceeds the person's interest in being informed. Furthermore, the right of the person to be informed regarding data in respect of him or her shall be exercised in accordance with the domestic laws of the Contracting Party in whose national territory he or she requests the information.

5. The receiving authority shall be liable in accordance with its domestic laws for any harm unlawfully caused to any person by the transmission of data under this Agreement. It cannot relieve itself of its liability by relying on the argument that the harm has been caused by the transmitting Contracting Party.

6. Both Contracting Parties shall erase transmitted personal data as soon as they are no longer necessary for the purpose that gave rise to their transmission.

7. The authority of the transmitting Contracting Party and the authority of the receiving Contracting Party shall effectively protect transmitted personal data from unauthorized access, change or disclosure.

Article 10. Commission of experts

Both Contracting Parties shall have the status of their cooperation under this Agreement evaluated by experts who shall meet whenever the need arises, preferably once every year and alternately in Conakry and Berlin.

Article 11. Cooperation in the sphere of legal migration

(1) The Contracting Parties shall intensify their cooperation in the sphere of legal migration and provide information regarding, in particular, existing avenues for legal migration. The Contracting Parties shall inform each other regarding the rules and regulations governing access to the labour market.

(2) Good-faith applicants who are nationals of one Contracting Party shall be given special consideration by the other Contracting Party with regard to the issuance of multiple-entry visas in accordance with the relevant domestic laws, provided they are engaged in relations between the two States in the public, political, economic, social, scientific, academic and cultural spheres, or in the spheres of tourism and sports.

(3) The same consideration shall be given to nationals of the Contracting Parties who wish to receive specific medical care in the territory of the other Contracting Party.

(4) Each Contracting Party shall give nationals of the other Contracting Party the opportunity to reunite their families in accordance with its applicable domestic laws.

(5) Each Contracting Party shall allow the employment in its national territory of properly documented nationals of the other Contracting Party, subject to an evaluation of its labour market and in accordance with its relevant domestic laws.

(6) Both Contracting Parties shall pursue, develop and encourage, in conjunction with organizations such as the International Organization for Migration, projects and programmes that include accompanying measures giving nationals who are required to leave the territory of one or the other Contracting Party incentives to return voluntarily.

Article 12. Settlement of disputes concerning the interpretation of this Agreement

Any dispute arising from the application or interpretation of this Agreement shall be settled amicably, through the diplomatic channel or by mutual consultations between the competent authorities of the Contracting Parties, on the basis of the French and German versions.

Article 13. Entry into force and effective term

(1) This Agreement shall enter into force on the date on which both Contracting Parties have informed each other that the domestic conditions necessary for its entry into force have been fulfilled. The applicable date shall be the date of receipt of the last notification.

(2) This Agreement is concluded for a period of five years from the date of its entry into force and shall be tacitly renewed for successive periods of the same length unless either Contracting Party notifies the other through the diplomatic channel at least six months before its expiry of its intention to terminate it.

DONE at Conakry on 5 January 2018 in two copies, each in the French and German languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the Federal Republic of Germany:

[SIGNED]

For the Government of the Republic of Guinea:

[SIGNED]